La Géorgie dit non à l'« EUSSR » : le chef neutraliste s'exprime | Amb. Konstatin Zghenti

La Géorgie a un nouveau parti pro-neutralité. Je m'entretiens avec l'un de ses membres fondateurs, l' ancien ambassadeur géorgien Konstatin Zhgenti, pour parler du nouveau mouvement en faveur d' une Géorgie neutre et souveraine, qui souhaite être amie avec tous et ennemie de personne. Substack Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : https://pascallottaz.substack.com/s/academic) Boutique : https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com Chapitres : 00:00:00 Introduction et biographie 00:05: 33 Neutralité et relations avec la Russie 00:11:21 Opinion publique sur l'UE 00:14:07 Perceptions occidentales et propagande 00:20:23 La Géorgie comme pont 00:23:06 Résolution des conflits et comparaison avec l'Ukraine 00:29:49 Instabilité de l'OTAN et diplomatie coercitive 00:34:39 Objectifs électoraux et politique intérieure

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, j'ai le grand honneur et privilège d'être rejoint par un collègue géorgien, Konstatin Zghenti, qui est en réalité l'un des membres fondateurs d'un nouveau parti politique en Géorgie — et je parle bien du pays du Caucase, pas de l'État américain. Konstatin a cofondé *United Neutral Georgia*, le premier parti en Géorgie à défendre officiellement la neutralité de l'État. Et Konstatin est ici pour nous en dire davantage à ce sujet. Bienvenue, Konstatin.

#Konstatin Zghenti

Merci de m'avoir invité.

#Pascal

Pourriez-vous peut-être commencer par nous parler un peu de vous ? Quel est votre parcours, d'où venez-vous et pourquoi avez-vous cofondé ce parti de la neutralité ?

#Konstatin Zghenti

En ce qui concerne ma carrière, vous savez, de formation je suis historien et orientaliste, diplômé de l'Université de Tbilissi, en Géorgie, à la Faculté des études orientales. Dès les premiers jours de la reconquête de notre indépendance, j'ai intégré la diplomatie géorgienne. J'ai rejoint le ministère des

Affaires étrangères en 1989, plusieurs mois avant nos premières élections indépendantes. J'y ai travaillé pendant 33 ans, occupant de nombreux postes. Mon dernier poste était celui de directeur de la Direction politique. Avant cela, j'ai été ambassadeur adjoint en Italie, puis ambassadeur dans cinq pays — l'Autriche, la Hongrie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Finalement, j'ai pris ma retraite l' année dernière après avoir servi comme ambassadeur de Géorgie au Koweït. Et voilà. Je suis maintenant à la retraite et, comme vous l'avez mentionné, l'un des soutiens et fondateurs de notre parti, la Géorgie neutre unie. Et pourquoi ? Je souhaite l'expliquer.

Vous savez, toute personne qui s'intéresse à la politique comprend que, pour le développement réussi d'un pays — qu'il soit économique, politique ou de toute autre nature — la première chose dont un pays a besoin, c'est la sécurité. Et surtout un pays comme la Géorgie, situé à un tel endroit, un petit pays sans capacités militaires, politiques ou économiques fortes. Mais, vous savez, aujourd' hui, surtout au cours des quatre ou cinq dernières années — peut-être un peu plus, mais particulièrement durant cette période — compte tenu des changements mondiaux dans le monde, dans notre région et dans les régions voisines, il est clair qu'aucune organisation politique ou politico-militaire, comme l'OTAN ou l'Union européenne, ne peut nous offrir cette sécurité.

Nous avons toujours cherché un parapluie de sécurité pour la petite Géorgie. Notre gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, croyait que l'OTAN était le type d'organisation capable de nous offrir ce parapluie de sécurité. Mais aujourd'hui, tout le monde entend et sait ce qui se passe au sein de l' OTAN, et même certains de ses propres membres affirment ouvertement que l'OTAN ne va pas fournir de parapluie de sécurité à des pays comme la Géorgie. Et de l'autre côté, ce qui se passe dans l'Union européenne… je ne peux pas vraiment dire que l'Union européenne fera quelque chose de ce genre au final.

Mais le fait est qu'au sein de l'Union européenne, les pays sont profondément divisés. Et, ouvertement, les dirigeants de certains États membres de l'UE le reconnaissent. Vous savez, notre principale raison de vouloir adhérer à l'UE était, avant tout, d'obtenir une sorte de parapluie sécuritaire. L'Union européenne n'est pas une organisation politico-militaire comme l'OTAN, mais nous voyions aussi l'adhésion comme un moyen d'obtenir certaines garanties pour notre développement réussi et pacifique. Et il semble qu'il n'existe aucun organe politique, aucun pays, aucun super-État, ni aucune puissance voisine capable de nous offrir ces garanties de sécurité pour notre développement.

Et nous pensons que la neutralité — si nous l'annonçons, et non seulement l'annonçons mais la prouvons avec d'autres pays, des pays voisins, des pays leaders de la région et des puissances mondiales — montrera que nous n'allons faire partie d'aucune entité politique ou politico-militaire. Vous savez, dans notre région, ils ont toujours, je ne veux pas dire combattu, mais rivalisé pour la présence et l'influence — dans le Caucase du Sud et dans la région au sens large également. Nous pensons donc que si nous suivons la voie de la neutralité et expliquons pourquoi nous la souhaitons, ce sera le chemin le plus approprié pour notre développement sûr, économique, politique et démocratique, et ainsi de suite. Voilà, en bref.

#Pascal

Je vous félicite pour cela, car, vous savez, dans la quête de faire de l'OTAN un moyen de dissuasion contre les ennemis, ceux qui réfléchissent à la dissuasion ont tendance à oublier que si l'on n'a que des amis, on n'a pas besoin de dissuasion. Et la stratégie de neutralité s'inscrit un peu dans cette idée : faisons-nous des amis partout et n'ayons d'ennemis nulle part, assurant ainsi notre sécurité simplement en entretenant de bonnes relations avec tout le monde. Or, la difficulté, bien sûr, c'est que l'environnement international n'est pas uniquement composé d'amis. Et la Géorgie, en fait, n'a actuellement pas de relations diplomatiques avec la Russie, car celle-ci occupe deux de vos régions. Cependant, votre parti semble soutenir qu'il existe tout de même une manière d'être neutre et d' aborder la situation de façon neutre. Pourriez-vous peut-être m'expliquer un peu votre réflexion sur cette approche ?

#Konstatin Zghenti

Tu sais, tu as parlé de la Russie. Bien sûr, nous avons entendu que la première exigence de la Russie concernant l'Ukraine était que l'Ukraine reste neutre. Auparavant, le gouvernement ukrainien réfléchissait à cette idée et en discutait un peu avec la Russie. Je ne vais pas entrer dans les détails de l'accord de Minsk et de tout cela, mais du côté russe, l'idée principale était que l'Ukraine devait être neutre. C'est ce qu'on appelle le « proche étranger », un terme que beaucoup de gens ici n' aiment pas vraiment — mais nous faisons partie de ce proche étranger de la Russie, que cela nous plaise ou non. Et bien sûr, une superpuissance comme la Russie l'est encore — certains pensent peut-être que c'est une superpuissance en déclin, d'autres non — mais le fait est qu'elle reste l'une des grandes puissances, aux côtés des États-Unis et de la Chine.

Et dans la situation d'un monde multipolaire, lorsque les grandes puissances cherchent, vous savez, des moyens de dialoguer entre elles, de conclure des accords et de définir les contours de la nouvelle architecture internationale — à la fois mondiale et régionale — parce que, vous savez, ce qui se passe à l'échelle mondiale se répercute toujours sur la Géorgie et le Caucase du Sud. Et ce qui se passe en Ukraine fait également partie de ce que nous appelons notre « étranger proche ». Donc, c'est ainsi que nous concevons la neutralité. Cela nous aide à expliquer, non seulement aux grandes puissances, que nous n'allons pas rejoindre un camp ou un autre — c'est-à-dire les types d' organisations dont elles sont les chefs et qui, parfois, s'affrontent dans différentes régions du monde.

Nous voulons que le Caucase du Sud soit une région de coopération, pas, vous savez, un lieu de pression ou, vous savez, de lutte pour davantage de droits ici ou sur ce qu'il faut faire. Bien sûr, nous savons que la Russie réfléchit — comme les États-Unis le font — selon la doctrine Monroe, qui dit que l'Amérique est leur arrière-cour. La Russie pense aussi de cette manière, et nous n'aimons pas cela. Je me répète, mais en pratique, c'est l'étranger proche de la Russie, et la Russie veut avoir

une certaine influence dans cette région. Mais lorsque vous allez devenir membre de l'OTAN ou d'une organisation de ce type qui, vous savez, s'oppose ouvertement à la Russie, alors bien sûr vos possibilités de sécurité ne sont pas aussi élevées que si nous… oui, oui, je pense que c'est clair.

Et à cause de cela, si la Russie apprend que la Géorgie va devenir un pays neutre, cela nous aidera à atteindre notre principal objectif pacifiquement — reconstruire notre intégrité territoriale et entamer un processus de dialogue et de négociations avec la Russie, avec les Abkhazes, avec la soi-disant Ossétie du Sud. Cela nous offre plus de possibilités que d'être, par exemple, membre de l'OTAN. Quant à l'Union européenne — d'accord, notre gouvernement continue de dire que son objectif est l'Union européenne. Mais quel type d'Union européenne ? Tout le monde voit ce nouveau genre de drapeau de l'Union européenne, avec leurs dirigeants et les mots « Union soviétique européenne » écrits dessus. Donc, si l'Union européenne prend cette direction, pour devenir une Union soviétique européenne, je pense qu'il n'y a pas de place dans une telle union pour un pays comme la Géorgie. Alors…

#Pascal

Je veux dire, c'est tout de même très ironique que, tu sais, au moment où la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, est née — tout comme toi — elle était citoyenne soviétique, non ? Et apparemment, elle a apporté avec elle quelques-unes de ces idées et idéaux dans cette nouvelle union. Donc, d'une union à une autre. Peut-être qu'il n'est pas nécessaire d'en parler autant, mais le fait est que, pour la Géorgie, il est important d'avoir une certaine forme de relation de travail avec la Russie, une certaine forme de relation de travail avec l'UE, une certaine forme de relation de travail avec d'autres, n'est-ce pas ? Alors pourquoi formes-tu un nouveau parti pour cela ? Et quel est l'état d'esprit général en Géorgie concernant cette question de neutralité — au-delà de ton cercle de proches, mais dans la population en général ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, beaucoup de personnes qui s'intéressent à la politique géorgienne, et à la politique dans notre région — surtout en Géorgie — savent qu'il y a quelques années, peut-être une dizaine d'années, la majorité de la population géorgienne, et cela s'est vu lors des élections, souhaitait devenir membre de l'Union européenne. Plus de 80 %. Mais nous pensons — ou plutôt, nous en sommes sûrs — que la situation a beaucoup changé, surtout au cours des quatre ou cinq dernières années, donc ces chiffres ne sont plus exacts, vous savez.

C'est pourquoi notre parti exige que nous demandions une nouvelle fois au peuple — d'organiser un plébiscite, ou quelque chose de ce genre — pour savoir si autant de personnes en Géorgie souhaitent encore être membres de l'Union européenne. Et nous sommes certains que les chiffres ne seront pas, vous savez, en faveur de ceux qui veulent appartenir à ce type d'Union européenne. Mais l'autre point, c'est que, de mon point de vue — et je pense que les autres dirigeants de notre parti seront d'accord avec moi —, les changements rapides au sein de l'Union européenne sont quelque

chose que nous ne pouvons pas attendre. Parce que la soi-disant « vieille Europe », c'est-à-dire l'Allemagne et la France, et maintenant le Royaume-Uni qui n'est plus membre de l'UE, reste néanmoins l'un des pays les plus importants d'Europe.

Les changements y sont très difficiles à envisager, contrairement à ce qui s'est passé, par exemple, en Slovaquie, en Hongrie, en République tchèque ou même en Pologne. L'ancienne Europe reste l'ancienne Europe, et des changements rapides là-bas, de mon point de vue et de celui de mes collègues, ne sont pas à attendre de sitôt. Nous sommes donc un peu, vous savez, dans une situation où nous devons choisir quoi faire. Et nous pensons que la neutralité est l'une des possibilités, vous savez, pour un pays comme la Géorgie — afin d'atteindre les objectifs que j'ai mentionnés plus tôt : notre développement pacifique et réussi — économique, politique et démocratique.

#Pascal

Je veux dire, je suis entièrement d'accord avec vous. Et permettez-moi d'être totalement transparent : je pense que votre analyse — je suis d'accord avec votre analyse, et je suis d'accord avec la stratégie. Le problème, très probablement, n'est pas que la Russie n'aimerait pas cela, mais que nous avons déjà en Europe des voix qui condamnent fermement cette approche. Je regarde simplement une page de la Jamestown Foundation, jamestown.org, et il y a pas mal de publicité négative à votre sujet.

Certains disent, vous savez, le Rêve géorgien — et c'est un autre parti, pas le vôtre, c'est le parti au pouvoir — le Rêve géorgien défend publiquement la souveraineté de la Géorgie tout en faisant des concessions conformes aux exigences russes, en promouvant un discours de neutralité qui affaiblit l'intégration euro-atlantique, normalise l'influence de Moscou, et ainsi de suite. Ainsi, les gens du côté de l'UE et de l'OTAN interprètent la neutralité géorgienne comme hostile. Et c'est aussi un fait. On ne peut pas changer cela. C'est une façon stupide de voir les choses, mais c'est ainsi qu'ils la perçoivent. Comment pensez-vous que la Géorgie et votre parti peuvent communiquer avec les Européens pour les apaiser, d'une manière ou d'une autre ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, il est maintenant évident que même au sein de l'Union européenne, beaucoup parlent de l'influence des libéraux de gauche, des mondialistes libéraux et surtout des ONG qu'ils financent dans différents pays. Ils essaient de montrer que la situation dans tel ou tel pays est bien différente de ce qu'elle est réellement. Dans un pays comme la Géorgie, c'est certain — car, vous savez, non seulement l'USAID mais aussi d'autres ONG financées depuis l'étranger menaient ce genre d'activités ici, en Géorgie. Elles tentaient de montrer, non pas à la population géorgienne mais à des publics extérieurs, notamment en Europe et dans d'autres pays, que le gouvernement géorgien fait des choses terribles, qu'il collabore avec les Russes, qu'il évite les sanctions, et ainsi de suite.

Non, vous savez, nous pensons que — d'ailleurs, tout au long de l'histoire de la Géorgie, le pays a connu le succès en tant qu'État indépendant lorsque ses dirigeants, chefs ou même rois ont suivi une politique pragmatique — une politique pragmatique avec leurs voisins, avec leurs amis, avec les grands pays ou États puissants qui se disputaient l'influence dans notre région et dans notre pays. Durant ces périodes, lorsque nous avons essayé de faire cela — la Géorgie étant un petit pays — nous n'avions ni historiquement, ni aujourd'hui, la capacité militaire ou politique, ni d'autres moyens, pour nous défendre et montrer notre force. Mais nous avons la diplomatie.

Nous n'avions pas de diplomatie. Nous n'avions pas de relations avec nos voisins — d'abord le cercle proche, puis les voisins plus éloignés de notre région, et enfin les superpuissances. À cette époque, c' étaient toujours la Russie, l'Empire ottoman et l'Iran qui se disputaient notre territoire et leur influence dans la région. Plus tard, ce furent l'Union soviétique et l'Occident, et nous faisions partie de l'Union soviétique. Et comme vous l'avez justement dit, je suis un homme né et éduqué en Union soviétique, qui a vécu cette époque. L'Union soviétique, comme Kayakalas — d'ailleurs, comme vous l'avez mentionné — et certains autres dans les anciennes républiques baltes, vous savez, ceux qui nous donnent aujourd'hui des leçons tout en oubliant d'où ils viennent.

#Pascal

Je suis désolé, c'est juste que… je trouve tellement ironique que les gens des États baltes, qui disaient : « Nous avons combattu pour notre liberté face à l'Union », disent maintenant à d'autres qui ont obtenu leur liberté de cette même Union : « Vous devez rejoindre la nouvelle Union. Rejoignez l'Union, sinon. » Cela montre qu'il n'y a pas de réelle compréhension de ce qui se passe chez certaines personnes.

#Konstatin Zghenti

Je suis d'accord avec vous, mais parfois ce n'est pas seulement ironique — c'est vraiment drôle, vous savez, d'écouter ce qu'ils disent. Parce que nous faisons des efforts, et surtout notre gouvernement, d'ailleurs, essaie de suivre une politique pragmatique. Et tandis que la Géorgie joue de plus en plus le rôle de pays-corridor — d'est en ouest, de l'Asie à l'Europe, comme elle l'a toujours fait — et avec nos nouvelles relations, même stratégiques, avec la Chine, les marchandises venant de Chine, passant par l'Asie centrale, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, puis vers l'Europe, augmentent chaque année. Cette route se développe constamment, et nous essaierons de poursuivre cette politique pragmatique envers tous nos voisins, les pays de l'Est, et notre relation avec l'Europe, tout en jouant notre rôle dans tout cela. D'ailleurs, cette initiative chinoise de « Une voie, un chemin »…

#Pascal

Une Ceinture, une Route.

#Konstatin Zghenti

La Ceinture et la Route, qui est très importante pour nous, car de plus en plus de marchandises arrivent de Chine en passant par l'Asie centrale et par la Géorgie jusqu'en Europe. Nous allons poursuivre dans cette voie. Notre neutralité et notre politique pacifique et pragmatique nous aideront à y réussir.

#Pascal

Je trouve que c'est une bonne idée. Et, vous savez, d'une certaine manière, il me semble que la question de la géopolitique aujourd'hui n'est pas tant une question de gauche ou de droite, ni d' idéologie. C'est plutôt une opposition entre ceux qui cherchent à ériger des murs — en transformant par exemple la Géorgie en mur — et ceux qui disent : non, nous devons être un pont. Nous devons relier, et relier toutes les parties. Ainsi, l'approche de la neutralité est celle qui crée un pont. L'autre crée un front, n'est-ce pas, contre l'ennemi. Alors, pourriez-vous peut-être développer un peu sur la manière dont vous pensez que la Géorgie peut être, et a été historiquement, un pont ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, c'est très étrange. Les pays qui autrefois voulaient détruire le mur — le mur de Berlin —, supprimer les barrières en Europe et favoriser les échanges, essaient maintenant, comme vous l'avez dit, de construire un nouveau mur en Géorgie. C'est incroyable de penser que ces mêmes pays, des pays européens, parlent aujourd'hui davantage de poursuivre la guerre que de paix en Europe, principalement en Ukraine. C'est très étrange, vous savez, car si l'on veut une politique d'unité et de coopération entre l'Ouest et l'Est, le Nord et le Sud, entre les grandes puissances et les pays régionaux, alors construire des murs est, pour le dire très calmement, étrange. C'est étrange, et honnêtement, je ne comprends pas.

#Pascal

Cela va de pair, vous savez, avec cette idée stratégique de l'endiguement : « Contenons la Russie, contenons la Chine. » Si vous voulez contenir, il faut construire des murs, n'est-ce pas ? Et c'est l' approche de ceux qui veulent cette politique de fermeté. La Géorgie dit maintenant, et votre parti aussi : « Non, nous n'allons pas jouer à ce jeu-là. Nous voulons nous relier, pas nous isoler. » Bien sûr.

#Konstatin Zghenti

L'idée principale, comme je te l'ai déjà dit, est de faire de notre région — et de son centre, la Géorgie — un lieu de coopération. Pas, tu sais, un lieu de conflit ou de choc d'intérêts ou de civilisations. Non. Un lieu de coopération, un lieu qui joue le rôle de pont et de corridor. Paisible.

#Pascal

Il y a des gens qui soutiennent : « Mais la Géorgie a déjà été envahie par la Russie. Elle a déjà eu une guerre avec la Russie, et elle est actuellement occupée — certaines de ses régions sont encore occupées par la Russie. Comment pensez-vous qu'une politique de neutralité pourrait aider à résoudre ce conflit ? »

#Konstatin Zghenti

Parce que, tout d'abord, nous ne pouvons pas faire cela par la force. C'est impossible. La Géorgie n' est pas le genre de pays qui peut retrouver son intégrité territoriale et sa souveraineté par la force. C' est un fait. Et, vous savez, un fait en politique réelle est très difficile à surmonter. Oui, oui, dans tous les types de politique — surtout en politique réelle. Je suis, d'ailleurs, un fervent adepte de la politique réelle depuis que j'ai commencé à étudier les relations internationales et étrangères. Alors, si ce n'est pas par la force, quelle est la voie ? Bien sûr, la voie est pacifique — par la négociation, par le développement de contacts, de contacts pragmatiques avec nos voisins et avec d'autres pays.

Le moment viendra, bien sûr — du moins nous l'espérons — où nous aurons aussi cette possibilité avec la Russie. Pour l'instant, c'est impossible, car la Russie ne change rien à sa politique. Elle ne revient pas sur sa reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie, et ainsi de suite. Donc, avant tout, l'essentiel est que la Russie revienne sur cette position. Je pense qu'avec une politique de neutralité et une approche pragmatique de coopération avec les grandes puissances et les pays voisins, c'est ainsi que l'on pourra faire évoluer l'attitude de la Russie à l'avenir. Cela ne se fera pas rapidement — nous en sommes conscients — mais nous espérons qu'avec ce type de politique, petit à petit, nous y parviendrons.

#Pascal

Je pense que c'est une bonne stratégie. C'est une manière d'essayer de rassurer la Russie sur le fait que la Géorgie veut être une amie. Alors, quel serait l'intérêt de maintenir l'occupation ? Mais de manière générale, pouvez-vous me dire un peu ce que vous pensez que le nouveau parti lui-même peut accomplir ? Parce que je suppose qu'en Géorgie, il faut aussi communiquer cette stratégie, je présume.

#Konstatin Zghenti

Nous allons expliquer cette stratégie — bien sûr, c'est la stratégie principale — au peuple, non seulement à Tbilissi mais aussi dans nos régions, afin qu'il comprenne ce que nous voulons et comment nous prévoyons d'atteindre nos objectifs. Je pense que la situation autour de nous actuellement — la guerre en Ukraine — est très difficile, très difficile. Le temps montre, et tout montre, qu'il est très difficile d'y parvenir à la paix. Et, vous savez, il y a certains éléments étroitement liés à la Géorgie, car il n'est pas secret que certains Européens ont voulu ouvrir un second front ici, en Géorgie.

Parce que leur comportement était ainsi — parce qu'ils voulaient sacrifier des Géorgiens sur le front, dans la guerre, comme ils le font malheureusement avec les Ukrainiens. Pour mener, vous savez, une guerre par procuration contre la Russie. Et nous ne l'avons pas fait — notre gouvernement ne l'a pas fait. Et c'est très bien. Nous soutenons cette politique de notre gouvernement, et nous poursuivons cette politique de neutralité. Nous pensons que la neutralité sera plus fructueuse dans nos relations avec nos voisins, même dans la situation actuelle en Ukraine, vous voyez ? Pourquoi ?

#Pascal

Oui, s'il vous plaît. Désolé — pourquoi cette prise de conscience de la nécessité de la neutralité est-elle apparue en Géorgie ? C'est vous, mais pas seulement vous. Je veux dire, il y a des gens autour de votre parti, mais aussi des personnes au sein de Rêve géorgien, et ainsi de suite, qui semblent conscients de la nécessité de la neutralité, alors qu'en Ukraine cela a échoué. En Ukraine, le projet visant à en faire une guerre par procuration a réussi. Selon vous, qu'est-ce qui a aidé la Géorgie à opérer ce changement de mentalité ?

#Konstatin Zghenti

Parce que le peuple de Géorgie a une expérience très profonde, pour ainsi dire, des conflits et des guerres tout au long de notre histoire. Notre peuple possède cette expérience depuis les temps anciens et aussi dans l'histoire récente, après avoir retrouvé notre indépendance. Vous connaissez les guerres avec la Russie, vous connaissez les conflits ici. Les gens savent comment agir et comment réfléchir pendant les conflits — bien davantage, je pense, en raison des réalités de notre pays et de notre région. Ils comprennent cela beaucoup plus profondément qu'en Ukraine, je crois. Et c'était l'une des raisons. La deuxième raison était, bien sûr, la politique du gouvernement.

Le gouvernement a plutôt bien réussi dans ce domaine, y compris le gouvernement actuel en Géorgie. Et nous sommes d'accord avec cette politique. Ils la poursuivent, affirmant toujours qu'ils restent attachés au reste de la Géorgie — la Géorgie en tant qu'État, en tant que pays souverain, et au peuple géorgien. Et bien sûr, notre approche est la même. Mais nous pensons — je le répète — que la politique de neutralité, une Géorgie neutre, sera bien plus réussie de cette manière qu'un pays qui continue de dire : « Nous allons encore devenir membre de, je ne sais pas, cette Union européenne très étrange. » Ce qui se passera à l'avenir, personne ne le sait.

#Pascal

Vous savez, je pense que votre position ne fera que se renforcer, car en ce moment, il semble que la plus grande menace pour l'intégrité d'un pays de l'OTAN vienne d'un autre pays de l'OTAN. On dirait que les États-Unis veulent s'emparer du Groenland. Pensez-vous que, si cela se produit — si un pays de l'OTAN s'approprie en quelque sorte le territoire d'un autre pays de l'OTAN — cela contribuera à renforcer votre argument selon lequel rester en dehors d'une alliance militaire pourrait être préférable ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, tout d'abord, je veux dire que tous les événements qui se produisent dans la politique mondiale et dans nos régions voisines se reflètent bien sûr en Géorgie, ainsi que sur la situation en Géorgie. C'est certain. Cela peut être négatif pour nous — je veux dire pour la neutralité géorgienne et pour un développement réussi — ou positif. Tout cela a un impact sur nous. Donc, bien sûr, nous suivons de près ce qui se passe entre les États-Unis et l'Union européenne. Je pense que la politique du nouveau gouvernement des États-Unis, ainsi que les idées de notre gouvernement actuel et de notre parti, sont, à bien des égards, similaires.

Ce que dit le gouvernement Trump, nous le disions il y a quelque temps. Et cela, je pense, relève de l'idéologie — c'est une chose. Concrètement, je pense que la situation autour du Groenland, ou d' autres contradictions ou problèmes entre les États-Unis et l'Europe, au final, ne mèneront à aucune forme d'agression ni, vous savez, de conséquences négatives. Je pense qu'ils finiront par négocier et parvenir à une sorte d'accord, même à propos du Groenland, j'en suis sûr, car personne en Occident ne veut d'un conflit qui aille trop loin.

Oui, oui. Je veux dire, je ne veux pas employer les mots « conflit militaire » ou « guerre » ou quelque chose de ce genre, tu vois. Mais je pense que Trump réussit dans le sens où il a annoncé une sorte de politique. Certains y sont opposés, d'autres la soutiennent, certains l'aiment, d'autres non. Mais avec le temps, grâce aux négociations, il atteint ses objectifs, je pense. Même en commençant par les relations économiques avec le Mexique, le Canada ou, tu sais, d'autres pays, ou dans des situations où il essaie de trouver des solutions aux conflits dans le monde.

#Pascal

Exactement. Et vous êtes un bon diplomate, donc bien sûr vous ne chercheriez pas à offenser qui que ce soit. Mais, vous savez, nous nous dirigeons vers — même si ce n'est pas un conflit — une diplomatie coercitive, c'est certain, que nous observons.

#Konstatin Zghenti

Je ne peux pas m'exprimer autrement. Je suis diplomate de profession, et je parle comme un diplomate.

#Pascal

Comment pensez-vous que la Géorgie peut faire face à la diplomatie coercitive lorsqu'elle se présente ? Le fait est que la diplomatie coercitive peut venir de la Russie, des États-Unis ou de l' Europe. Quelle est la manière la plus pragmatique de réagir lorsque la coercition frappe à votre porte ?

#Konstatin Zghenti

Le pragmatisme fondé sur la réalité — c'est la seule voie possible pour un État ou un pays comme la Géorgie. Si l'on y réfléchit, tout gouvernement qui a existé, existe ou existera en Géorgie doit agir de manière pragmatique, ancrée dans la réalité. Non pas « je veux ceci » ou « je pense cela », mais en partant de la réalité. Et la réalité montre aujourd'hui que des relations pragmatiques avec tous nos voisins et avec des puissances comme la Chine sont essentielles. D'ailleurs, lorsque le gouvernement réfléchit à des accords économiques et commerciaux — le libre-échange d'un côté avec la Chine, et de l'autre avec les pays du Proche et du Moyen-Orient ainsi qu'avec les pays européens — il s'agit de jouer le rôle de pont, de lieu de coopération. C'est, à mon avis, une approche pragmatique pour assumer notre rôle. Si nous développons cela sur la base de l'idée de neutralité, nous serons plus prospères.

#Pascal

Prévoyez-vous de vous présenter au parlement en tant que parti lors des prochaines élections ? Quels sont vos objectifs en tant que parti politique en Géorgie ?

#Konstatin Zghenti

Oui, nous allons participer aux élections — sinon, nous ne l'aurions pas annoncé. C'était auparavant un mouvement politique, et c'est désormais un parti. Nous nous sommes enregistrés en tant que parti politique. Ainsi, cette force politique, désormais officiellement un parti, souhaite bien sûr prendre part aux élections afin d'expliquer nos approches et nos idées au peuple géorgien et de rallier des partisans.

#Pascal

Mais est-ce que votre objectif, vous savez, est de remplacer Rêve géorgien en tant que parti, ou s' agit-il plutôt de pousser Rêve géorgien et les autres partis dans la même direction ? Quelle est votre approche ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, il est encore assez tôt pour parler de cela — pour remplacer qui que ce soit, je veux dire — mais théoriquement, à l'avenir, pourquoi pas ? Cela dépend du soutien du peuple géorgien. Si nos idées obtiennent l'appui de la population, alors pourquoi pas ? Le temps nous le dira.

#Pascal

Le temps nous le dira certainement. Quand auront lieu les prochaines élections parlementaires en Géorgie ?

#Konstatin Zghenti

En 2028.

#Pascal

D’accord, vous disposez donc essentiellement d’une période de deux ans pour préparer et présenter vos arguments. Lorsqu’on en vient au niveau national, comment la politique étrangère de neutralité se relie-t-elle aux enjeux politiques intérieurs ? Comment envisagez-vous de relier ces deux aspects ?

#Konstatin Zghenti

Parce que le peuple — avant tout, le peuple géorgien — a vu comment non seulement les décideurs politiques, mais aussi les États et les pays de l’Union européenne voulaient nous utiliser, vous savez, dans cette guerre par procuration. Et je pense qu’ils l’ont compris ; ils l’ont vu clairement. Donc, avant tout, la situation actuelle leur montre que nous, en tant que pays, avons besoin d’approches quelque peu différentes, surtout dans ce type de relation avec l’Union européenne. Et nous proposons, nous croyons, une approche différente de notre développement et de notre politique. Je pense que cela trouvera un écho auprès du peuple et de la population de Géorgie.

#Pascal

J’espère vraiment que cela fonctionnera comme politique étrangère, avant tout. Je vous souhaite également beaucoup de chance avec le parti politique. Merci. Bien sûr, il y a encore beaucoup de travail à faire. Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter que nous n’avons pas encore abordé ?

#Konstatin Zghenti

Vous savez, nous aurons bientôt le programme prêt. Nous avons déjà certains des points principaux du programme de notre parti, et les gens en ont connaissance. Les dirigeants de notre parti en ont déjà parlé, mais peu à peu, il englobera toutes les orientations — non seulement la politique étrangère, mais aussi la politique intérieure et économique. Et vous savez très bien que la sécurité du pays, que j’ai mentionnée, ne concerne pas seulement la sécurité militaire ou politique. C’est aussi la sécurité économique, la stabilité économique interne, la sécurité énergétique et la sécurité de l’information.

Et à l’intérieur de cela se trouve la cybersécurité. C’est aussi la sécurité culturelle. Donc, si le pays, l’État, ne dispose pas de toutes ces composantes de la sécurité, on ne peut pas vraiment dire qu’il possède le type de sécurité qui, en perspective, permet de se développer paisiblement et avec

succès. Nous travaillons donc sur tous ces aspects, et nous les inclurons bien sûr dans le programme de notre parti, afin que la population en soit informée. Nous pensons qu'elle nous soutiendra, car tout cela reposera — je le répète — sur une approche pragmatique fondée sur la réalité.

#Pascal

Je trouve que c'est un élément vraiment très important sur lequel fonder une politique. Alors, s'il vous plaît, envoyez-moi le programme dès qu'il sera publié. Je serai également ravi d'en reparler. Après tout, c'est l'un des sujets récurrents de cette chaîne, et nous en discuterons à nouveau à l' avenir. Konstatin Zghenti, merci beaucoup pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

#Konstatin Zghenti

Merci pour l'invitation. Merci.